

La société civile canadienne dénonce l'inaction du gouvernement face au changement climatique

À un moment donné, il faut clairement exprimer son mépris au sujet du manque de moralité du gouvernement canadien dans la problématique du changement climatique. Nous, les organisations de la société civile soussignées, croyons que ce moment est arrivé.

Il n'y a aucun doute que le monde est confronté à une grave crise de changement climatique qui demande une prise de responsabilité sérieuse de la part de tous les gouvernements, y compris le nôtre. Au lieu de voir des efforts positifs pour affronter cette crise d'une manière équitable et moralement acceptable, nous avons assisté à l'inaction du gouvernement canadien et même à des tentatives de saper les politiques en matière de changement climatique.

À titre d'exemples, citons :

- Le Canada est le seul pays qui, à son retour des négociations de l'ONU à Copenhague sur le changement climatique, a revu en baisse ses objectifs en matière de réduction des émissions, permettant ainsi l'augmentation de la pollution et des effets du changement climatique.
- Le Canada est le seul pays à avoir ratifié le protocole de Kyoto pour ensuite renoncer à ses engagements en vertu de ce protocole, qui est un accord international juridiquement contraignant que notre pays a signé.
- Le Canada n'a pas renouvelé le financement d'EcoEnergy, un programme important en faveur des énergies renouvelables, mais a continué à subventionner l'industrie pétrolière et gazière à raison d'environ 1,4 milliard de dollars par an.
- En 2010, faisant preuve d'un manque de démocratie et de respect sans pareil envers la volonté du Parlement, les sénateurs conservateurs ont étouffé le seul projet de loi en étude au parlement concernant le changement climatique, sans même prendre la peine d'en débattre.
- La politique étrangère du Canada comporte des mesures de pression contre d'importantes politiques environnementales de l'Union européenne et des États-Unis visant à pénaliser la pollution relativement élevée due aux gaz à effet de serre provenant de l'exploitation des sables bitumineux.

Le gouvernement fédéral a négligé de réglementer les émissions de gaz à effet de serre au Canada, malgré nos engagements internationaux et malgré les propres objectifs, quoiqu'insuffisants, du gouvernement fédéral. Le rythme insoutenable de l'exploitation des sables bitumineux accroîtra les émissions de gaz à effet de serre au Canada qui dépasseront 100 millions de tonnes dans la décennie courante. Cette attitude inquiétante d'inaction de l'actuel gouvernement du Canada et ses tentatives de saper les politiques en matière de changement climatique, combinées à une défense farouche de l'industrie canadienne des combustibles fossiles, montre que ce gouvernement a perdu ses repères moraux.

En tant que société civile canadienne, nous déclarons unanimement que ceci est inacceptable.

La prochaine série de négociations de l'ONU sur le changement climatique se tient à Durban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre. Persistant dans ses façons de faire, le Canada est connu plus pour agir en faveur des grandes sociétés pétrolières que dans l'intérêt des Canadiens lors de ces négociations. Le monde a besoin d'un accord international contraignant, ambitieux et équitable sur le changement climatique. Si le Canada refuse de mener la bataille ou du moins poursuivre dans cette voie, il devrait alors s'abstenir d'y faire obstacle.

Nous sommes déterminés à continuer nos efforts dans plusieurs collectivités à travers le Canada pour aborder le sujet du changement climatique et pour exposer l'échec du gouvernement fédéral à résoudre ce problème. Nous exigeons des changements. Sinon, nous manquerons d'assumer nos responsabilités morales envers nous-mêmes, nos enfants et nos grands enfants, et d'agir pour faire face à ce qu'on qualifie comme étant la pire crise que l'humanité n'ait jamais connue.

(Endosser les organisations ; voir au verso)

La société civile canadienne dénonce l'inaction du gouvernement face au changement climatique

Alternatives

Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

Canadian Auto Workers' Union

Canadian Federation of Students

Canadian Peace Alliance

Canadian Union of Postal Workers

Canadian Union of Public Employees

Canadian Youth Climate Coalition

Common Frontiers

Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada

Council of Canadians

Ecology Action Centre

Edmonton Friends of the North Environmental Society

Équiterre

Greenpeace

Greenspiration

Indigenous Environmental Network

National Union of Public and General Employees

Polaris Institute

Public Interest Alberta

Public Service Alliance of Canada

Sierra Club Canada

Sierra Youth Coalition

Toronto Climate Campaign

United Steelworkers of Canada

Vegans & vegetarians of Alberta Association

Windfall Ecology Centre